

Publications périodiques

Comptes annuels

AGCO FINANCE SNC

Société en nom collectif au capital de 4 724 400 Euros

R.C.S BEAUVAIS B 388 432 023

Siège social : 41, Avenue Blaise Pascal
60000 BEAUVAIS

Comptes annuels au 31 décembre 2017 approuvés par l'Assemblée générale mixte du 2 mai 2018.

I. – Bilan et hors-bilan au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)

ACTIF	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, C.C.P.	0	0
Créances sur les établissements de crédit	23 224	22 599
Opérations avec la clientèle	897 892	886 560
Crédit-bail et location avec option d'achat	450 346	416 049
Location simple	7 545	7 129
Immobilisations incorporelles	8	1
Immobilisations corporelles	55	66
Autres actifs	6 840	9 379
Comptes de régularisation	6	14
TOTAL DE L'ACTIF	1 385 915	1 321 798

PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	3 095	8 107
Opérations avec la clientèle	1 232 580	1 181 649
Autres passifs	25 207	9 656
Comptes de régularisation	28 284	29 913
Provisions	1 710	1 198
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	5 424	5 272
Capitaux propres hors FRBG	89 615	86 003
Capital souscrit	4 724	4 724
Réserves	2	2
Report à nouveau	71 277	66 432
Résultat de l'exercice	13 613	14 845
TOTAL DU PASSIF	1 385 915	1 321 798

HORS-BILAN	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement	96 312	81 743
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement		
Engagements de garantie	173 026	151 808
Engagements sur titres		

II. – Compte de résultat publiable

(en milliers d'euros)

	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	23 354	27 478
- Intérêts et charges assimilées	7 829	10 478
+ produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	223 809	209 845
- charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	217 170	203 770
+ produits sur opérat. de location simple	2 052	1 522
- charges sur opérations de location simple	4 103	3 969
+ Commissions (produits)	0	0
- Commissions (charges)	29	55
+ Autres produits d'exploitation bancaire	3 579	3 511
- Autres charges d'exploitation bancaire	25	12
PRODUIT NET BANCAIRE	23 637	24 073
- Charges générales d'exploitation	8 745	8 015
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immo. incorp. et corp.	27	26
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	14 865	16 031
+/- Coût du risque	-457	-429
RESULTAT D'EXPLOITATION	14 409	15 602
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	14 409	15 602
+/- Résultat exceptionnel	-132	-189
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	-664	-568
RESULTAT NET	13 613	14 846

III. — Annexe aux comptes sociaux

Exercice clos le 31 décembre 2017.

(Exprimé en milliers d'euros avec chiffres comparatifs pour 2016)

Affiliation de la société et présentation de l'activité

AGCO FINANCE S.N.C., société de financement, au capital de 4.724.400 €, est issue de l'association entre AGCO Distribution S.A.S (49 %) et De Lage Landen Leasing S.A.S. (51 %).

Selon les statuts, AGCO FINANCE S.N.C. peut effectuer les opérations suivantes :

- Crédit à court et moyen terme,
- Crédit-bail mobilier et à titre accessoire crédit-bail immobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Achat et vente à terme différé,
- Financement de stocks.

Les opérations actuelles sont :

- Crédit à court et moyen terme,
- Crédit-bail mobilier,
- Location simple, location financière et location longue durée,
- Financement de stocks.

Note 1 : Principes et méthodes comptables

A - Présentation des états financiers

Les comptes annuels de la société AGCO FINANCE S.N.C. sont établis conformément aux dispositions de la législation française et aux pratiques comptables généralement admises en France applicable aux établissements de crédit. Ils sont notamment conformes, dans leur publication, aux états publiables définis par le règlement ANC 2014-07 du 27 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices

B - Commissions

Le règlement n°2009-03 du 3 décembre 2009 abrogé et repris dans le règlement 2014-07 de l'autorité des normes comptables, s'applique à la société AGCO FINANCE SNC.

Comme précisé dans le règlement, entrent dans le champ d'application du présent règlement les commissions reçues ainsi que les coûts marginaux de transaction supportés à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours. Le règlement concerne également la comptabilisation des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction liés aux opérations de crédit-bail ou à toute opération de location assortie d'une option d'achat.

La société a retenu comme principe de comptabilisation la méthode alternative. Les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction sont étalés sur la durée de vie effective du contrat de crédit-bail ou du contrat de prêt de manière linéaire.

En application du règlement, les coûts marginaux refacturés sont exclus du mécanisme d'étalement.

Les différents types de commissions perçues et versées sont les suivantes :

- Les frais d'activation ;
- Les chèques cadeaux versés aux vendeurs des concessions.

C - Biens donnés en location

Conformément à l'annexe II de l'instruction de la Commission Bancaire n°90-01 du 1^{er} avril 1990, AGCO FINANCE S.N.C. inscrit à l'actif de son bilan social les immobilisations dont elle est propriétaire et qu'elle donne en location.

Les dispositions concernant les règlements CRC 2002-10 relatifs à l'amortissement et à la dépréciation des actifs, et le règlement CRC 2004-06 abrogés et repris dans le règlement 2014-07 de l'ANC relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs sont entrés en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005. Toutefois, pour les sociétés réalisant des opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées, les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 mentionnés ci-dessus ont été exclus du champs d'application.

Ces immobilisations font l'objet de dotations aux amortissements calculées selon les règles comptables et fiscales de droit commun pour la détermination du résultat social.

L'amortissement qui concourt à la valeur nette comptable des immobilisations est calculé, matériel par matériel, en fonction de leur durée normale d'utilisation.

Les amortissements sont calculés selon la méthode dégressive.

D - Réserve latente

La réserve latente positive, avant impact de la fiscalité, est égale à la différence entre l'encours financier des matériels et leur valeur nette comptable. Elle s'élève à 102 614 K€ au 31/12/2017.

E - Créances

Le montant des créances douteuses s'élèvent à 23 921 K€ au 31/12/2017 dont 8 112 K€ classées en créances douteuses compromises.

Les créances et crédits à la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Les dépréciations sont constituées en fonction des risques et calculées individuellement.

Le montant des créances douteuses passées en perte sur l'année 2017 s'élève à 496 K€.

E.1 - Encours sains

Il s'agit des encours non porteurs de risque de crédit avéré y compris les encours restructurés avec un classement dans une sous catégorie pour les encours restructurés à des conditions hors marché.

E.2 - Encours douteux

La comptabilisation des encours en créances douteuses s'effectue en application du règlement n°2014-07 du comité de l'Autorité des Normes Comptables relatifs au traitement comptable du risque de crédit.

Il s'agit des encours pour lesquels sont constatés :

- Des impayés de plus de 3 mois pour l'équipement.
- Une situation financière dégradée même en l'absence d'impayé.
- Une procédure contentieuse.

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat.

E.3 - Encours douteux compromis

Il s'agit des encours pour lesquels :

- La déchéance du terme ou la résiliation du contrat a été prononcée.
- La dépréciation est obligatoire compte tenu du caractère irrécouvrable de la créance.
- Un passage en perte est envisageable.

Par ailleurs, sont classés en encours douteux compromis :

- Les encours douteux qui après un retour en encours sain ne respectent pas les nouvelles échéances fixées et présentent un risque élevé de perte.
- Les encours restructurés présentant de nouvelles défaillances et un risque élevé de perte.

Les intérêts sur encours douteux compromis ne sont pas comptabilisés.

E.4 - Revue mensuelle des contreparties et dépréciations

Une revue mensuelle des risques avérés est effectuée par le département contentieux afin de déterminer :

- Le reclassement en encours sain dans le cas d'une reprise régulière des paiements pendant une période significative ou d'un retour à une situation financière saine n'entraînant plus un risque de non recouvrement.
- Le maintien en encours douteux si la situation de la contrepartie est identique à celle ayant entraîné le classement en encours douteux.
- Le déclassement en douteux compromis lorsque le caractère irrécouvrable de la créance est confirmé.

Cette revue est aussi l'occasion d'ajuster le niveau des dépréciations en fonction de l'estimation, dossier par dossier, des chances de récupération compte tenu de la situation et des perspectives de la contrepartie, de la valeur estimée des garanties, de l'état des procédures en cours et de la valorisation de l'actif.

La dépréciation vient en déduction des encours correspondants, elle ne peut être inférieure aux intérêts enregistrés et non encaissés.

F - Provisions

Les provisions sont établies et présentées conformément aux dispositions du règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

G - Emprunts et dettes avec les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes et emprunts envers les établissements de crédit et auprès de la clientèle financière sont présentés selon leur nature et selon leur durée initiale. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées auprès de la clientèle financière.

Note 2 : Commentaires sur les comptes au 31 décembre 2017**A - Commentaires sur le bilan (Actif)****A1 - Créances sur établissements de crédit et sur la clientèle (en K€)**

Nature	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL 2017	TOTAL 2016
Caisse, Banque Centrale, C.C.P.	0						0	0
Compte ordinaire débiteur	4 477						4 477	4 214
Créances rattachées sur opérations de trésorerie	0						0	0
Valeurs non imputées	18 743						18 743	18 382
Prêts avec la clientèle financière	0	0	10 760	23 843	138 423	0	173 026	151 808
Crédit à l'équipement durée <1 an	164 661	185	295	614	0	0	165 754	132 916
Crédit à l'équipement durée >1 an	17 009	23 087	52 085	78 951	340 976	38 025	550 133	571 470
Créances rattachées sur opérations avec la clientèle	470	80					550	1 389
Créances douteuses brutes	268	478	1 678	1 335	6 508	965	11 232	11 370
Dépréciation sur créances douteuses							-4 050	-4 020
TOTAL A1	205 628	23 829	64 818	104 743	485 907	38 990	919 865	887 529

Les prêts à l'équipement accordés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 272 382,1 K€, les remboursements obtenus sont de 1 242 325,7 K€.

A2 - Crédit-bail et location avec option d'achat, location simple (en K€)

Les matériels neufs financés en crédit-bail ou location sont de marque Massey Ferguson, Fendt, Valtra ou des matériels non concurrentiels aux marques.

Ils sont amortis selon le mode dégressif.

L'amortissement pratiqué à la clôture d'un exercice est égal à l'amortissement linéaire cumulé, augmenté d'un complément d'amortissement compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif.

Depuis le 1^{er} janvier 2001, les taux d'amortissement retenus sont les suivants :

— Tracteurs 15 %

Le coefficient appliqué aux biens ci-dessus est de 2.25.

Les biens d'occasion sont amortis en linéaire sur 4 ans.

Valeurs brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Crédit-bail et location avec option d'achat	915 871	252 815	173 391	995 294
Location simple	14 962	4 315	4 468	14 809
TOTAL	930 833	257 130	177 859	1 010 103

Amortissements	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Crédit-bail et location avec option d'achat	503 595	176 721	132 837	547 479
Location simple	7 982	2 727	3 199	7 511
TOTAL	511 577	179 449	136 036	554 989

Valeurs nettes des immobilisations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Crédit-bail et location avec option d'achat	412 276	76 093	40 554	447 816
Location simple	6 979	1 588	1 269	7 298
TOTAL	419 256	77 681	41 823	455 114

	2017	2016
Immobilisations en cours	559	319
Créances rattachées sur opérations de crédit bail et location	808	1 848
Créances douteuses brutes	12 689	11 170
Dépréciation sur créances douteuses	11 278	9 415
Créances douteuses nettes	1 411	1 755
TOTAL A2	457 891	423 178

Le montant des créances douteuses compromises est égal à 8 112 K€.

A2 Bis - Tableau de variations des dépréciations inscrites à l'actif du bilan (en K€)

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Dépréciation sur créances à la clientèle	4 020	4 809	4 779	4 050
Dépréciation sur concours crédit-bail	9 415	7 671	5 807	11 278
Dépréciation sur comptes clients	13 435	12 480	10 586	15 329

A3 - Immobilisations incorporelles et corporelles (en K€)

Types d'immobilisations	Durée
Logiciel	1 an
Installations - Agencements	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	4 ans
Matériel de transport	4 ans

Les immobilisations propres s'amortissent selon un mode linéaire.

Valeurs brutes	A la clôture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisation incorporelle	0	0	0	0
Logiciels	102	8	0	110
Agencements installations	2	0	0	2
Matériel de bureau	10	4	1	12
Mobilier de bureau	42	4	0	46
Matériel informatique	132	9	20	120
Matériel de transport	0	0	0	0
TOTAL VALEURS BRUTES	287	24	22	289

Amortissements	A la clôture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Logiciels	101	1	0	102
Agencements installations	0	0	0	0
Matériel de bureau	9	0	1	8
Mobilier de bureau	38	1	0	39
Matériel informatique	72	24	19	76
TOTAL AMORTISSEMENTS	219	27	20	226
VALEURS NETTES COMPTABLES	67	-3	2	63

A4 - Autres actifs (en K€)

Le poste « autres actifs » se compose de créances à moins d'un an :

	2017	2016
Personnel et comptes rattachés	15	38
Autres créances diverses	6 767	9 300
Taxes	1	9
Interco	57	32
TOTAL	6 840	9 379

Le montant des autres créances diverses est principalement composé de comptes d'attente sur prêts (prêts en instance de réalisation).

A5 - Compte de régularisation (en K€)

	2017	2016
Autres régularisations	6	14
TOTAL	6	14

B - Commentaires sur le bilan (Passif)B1 - Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (en K€)

Nature	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL 2017	TOTAL 2016
Solde créditeur de banque	3 095						3 095	8 107
Total : Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 095	0	0	0	0	0	3 095	8 107

B1 bis - Emprunts auprès de la clientèle financière (en K€)

Nature	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL 2017	TOTAL 2016
Emprunts auprès de la clientèle financière	102 274	113 891	69 766	145 001	711 862	89 703	1 232 497	1 181 536
Intérêts courus	83						83	113
Total : Emprunts auprès de la clientèle financière	102 357	113 891	69 766	145 001	711 862	89 703	1 232 580	1 181 649

Les emprunts ont été souscrits pour 974 034 K€ au cours de l'exercice et remboursés pour 923 186 K€ pour la même période.

Le poste emprunts auprès de la clientèle financière correspond au reclassement des emprunts conclus avec la société De Lage Landen Ireland Co, centrale de trésorerie du groupe qui étaient auparavant intégrés au poste emprunts et dettes auprès des établissements de crédit en opérations avec la clientèle (emprunts auprès de la clientèle financière).

B2 - Autres passifs et compte de régularisation (en K€)

	A moins d'un an	
	2017	2016
Fournisseurs et comptes rattachés	25 914	11 834
Personnel et compte rattachés	1 734	1 194
Sécurité sociale et autres organismes	170	154
Taxe sur la valeur ajoutée	4 201	5 036
Autres impôts et taxes	66	64
Dettes sur immobilisations	0	0
Produits constatés d'avance	25 143	26 534
Autres créditeurs divers (groupe)	-3 737	-5 246
TOTAL B2	53 491	39 569

Le poste compte de régularisation est principalement formé des produits constatés d'avance qui correspondent au prorata des loyers imputables sur l'exercice suivant.

B3 - Fonds pour risques bancaires généraux (en K€)

Le fonds pour risques bancaires généraux est calculé par application d'un pourcentage sur l'encours financier.

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
F.R.B.G.	5 272	152	0	5 424

B4 - Provisions (en K€)

Nature	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provisions pour risques	1 198	511		1 710

B5 - Capitaux propres (en K€)

AGCO FINANCE S.N.C. avait procédé à une diminution de capital liée au passage à l'euro en constituant une réserve indisponible de 2 K€.

Le capital social est ainsi composé de 310.000 parts de 15,24 € chacune.

La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :

	A l'ouverture	Affectation		A la clôture
		Résultat 2016	Résultat 2017	
Capital social	4 724			4 724
Réserve indisponible	2			2
Report à nouveau	66 432	14 845	-10 000	71 277
Résultat	14 845	-14 845	13 613	13 613
Total des capitaux propres	86 003	0	3 613	89 615

L'Assemblée Générale extraordinaire du 22 décembre 2017 a approuvé la distribution de réserve de 10 millions d'euros.

La projection d'affectation du résultat de l'année 2017 sera imputé, comme les années précédentes, en report à nouveau (minoré de la distribution anticipée).

B6 - Eléments concernant les entreprises liées (en K€)

Rubriques	Montant total concernant les entreprises liées	DE LAGE LANDEN LEASING S.A.S. France	DE LAGE LANDEN Hollande	DE LAGE LANDEN Irlande	AGCO S.A.	AGCO DISTRIBUTION SAS France
Dettes auprès de la clientèle financière	1 236 504	0		1 236 504		0
Autres dettes	140			83	57	
Créances	173 106			173 106		

C - Commentaires sur le hors-bilan (en K€)

Nature	A l'ouverture	A la clôture
Engagements de financement donnés	81 743	96 312
Engagements de garantie reçus	151 808	173 026

Engagements de financement donnés :

Ce montant de 96 312 K€ correspond aux engagements de financement en faveur de la clientèle.

Engagements de garanties reçues :

Ce montant de 173 026 K€ correspond à la garantie de De Lage Landen International BV au titre du remplacement des fonds propres d'AGCO Finance auprès de De Lage Landen Ireland. Cette garantie permet à AGCO Finance de mobiliser tout ou partie de ses fonds propres remplacés à De Lage Landen International BV.

D - Commentaires sur le compte de résultat**D1 - Produit Net Bancaire (en K€)**

	2017	2016
Produits d'intérêt		
- Opérations avec les établissements de crédit	0	26
- Opérations avec la clientèle	23 354	27 452
- Opérations sur obligations ou autres titres à revenu fixe	0	0
- Autres opérations	0	0
Charges d'intérêt		
- Opérations avec les établissements de crédit	0	0
- Opérations avec la clientèle	7 829	10 478
- Opérations sur obligations ou autres titres à revenu fixe	0	0
- Autres opérations	0	0

Produits sur opérations de crédit bail et de location simple		
- Crédit-bail (1)	223 809	209 845
- Location	2 052	1 522
Charges sur opérations de crédit bail et de location simple		
- Crédit-bail	217 170	203 770
- Location	4 103	3 969
Commissions		
- Produits de commissions	0	0
- Charges de commissions	29	55
- Gain sur portefeuille de placement et assimilés	0	0
- Pertes sur opérations de négociation	0	0
Autres produits et charges d'exploitation bancaire		
- Autres produits (2)	3 579	3 511
- Autres charges	25	12
PRODUIT NET BANCAIRE	23 637	24 073

(1) Y compris dotations et reprises aux provisions sur créances douteuses

(2) Ce poste est composé des facturations concernant l'Assurance Décès Invalidité et les frais de dossiers.

Le produit net bancaire a légèrement diminué de 1,8 % en 2017 par rapport à 2016 pour atteindre un montant de 23 637 K€ contre 24 073 K€ en 2016.

D2 - Charges générales d'exploitation (en K€)

	2017	2016
Charges de personnel		
- Salaires et traitements	2 675	2 574
- Charges sociales	1 341	1 258
Autres frais administratifs		
- Impôts et taxes	1 145	895
- Services extérieurs (1)	3 584	3 288
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	8 745	8 015

(1) dont honoraires des Commissaires aux comptes Commissariat aux comptes, Certification, Examen des comptes individuels

	2017	2016
PWC	50	50
RSM	13	12
Services Autres que la Certification des Comptes (« SACC »)		
RSM	0	1

D3 – Amortissements

	2017	2016
Dotations aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	27	26
	27	26

D4 - Coût du risque

	2017	2016
Coût du risque*	457	429
	457	429
<i>*Détail coût du risque</i>		
Dotations aux provisions sur créances douteuses	5 236	5 669
Reprises de provisions sur créances douteuses	-4 779	-5 240
Passage en perte ou profit sur créances irrécouvrables	0	0
Total	457	429

D5 - Fonds pour risques bancaires généraux

	2017	2016
Dotations au fonds pour risques bancaires généraux	664	568

	664	568
--	-----	-----

D6 - Charges exceptionnelles

	2017	2016
Charges exceptionnelles	134	191
	134	191

Les charges exceptionnelles sont principalement composées de frais liés à des contentieux (134 K€ en 2017 contre 191 k€ en 2016).

D7 - Produits exceptionnels

	2017	2016
Produits exceptionnels	1	1
	1	1

E - Autres informations**E1 - Effectif**

L'effectif moyen d'AGCO Finance est de 48,48 au 31/12/2017.

E2 - Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas produite car sa mention conduirait à indiquer indirectement une rémunération individuelle.

E3 - Fiscalité

AGCO FINANCE S.N.C. ayant opté pour le régime de l'impôt sur le revenu, son résultat fiscal remonte dans les Sociétés De Lage Landen Leasing S.A.S. et AGCO S.A. en fonction de leur pourcentage de participation.

E4 - Provision sur engagements de retraite

La provision sur engagement de retraite est de 29 K€ au 31/12/2017.

Elle a été constituée à compter de l'exercice 2005.

Le provisionnement des engagements de retraite est calculé par personne en tenant compte de :

- Pour chaque individu : date de naissance / date d'entrée dans la société / date de début de cotisation / probabilité de décès / rémunération / durée de cotisation pour obtenir une retraite à taux plein = 172 trimestres.
- Pour la société : taux de rotation des effectifs / taux de croissance annuel des salaires / taux d'indemnité.

E5 - Compte personnel à la formation

Dans le cadre de la réforme de la formation professionnelle 2015, qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015, plusieurs nouveaux dispositifs ont été instaurés, en application de la loi n° 2015-288 du 5 mars 2015 relative à la formation professionnelle. Le droit individuel à la formation institué par la loi n° 2004-391 du 4 Mai 2004 a donc laissé place au compte personnel de formation. Quant au crédit d'heures acquis au titre du DIF, il n'est pas perdu, il viendra se verser dès le 1^{er} janvier 2015 au CPF et pourra être mobilisé pendant 5 ans.

Au 01/01/2018, le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis et non exercés est de 7 170,03 heures.

E6 - Evénements post clôture

Néant

IV. — Affectation du résultat.

Le Président propose d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la manière suivante :

Résultat de l'exercice	13 612 509 €
Augmenté du report à nouveau des exercices antérieurs	71 276 718 €
Ce qui porte le montant disponible à affecter comme suit :	84 889 227 €
* au titre du report à nouveau	84 889 227 €

En conséquence, l'assemblée après en avoir délibérée sur cette proposition, a décidée à l'unanimité, d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 de la manière suivante :

Résultat de l'exercice	13 612 509 €
Augmenté du report à nouveau des exercices antérieurs	71 276 718 €
Ce qui porte le montant disponible à affecter comme suit :	84 889 227 €
* au titre du report à nouveau	84 889 227 €

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

(Exercice clos le 31 décembre 2017)

Aux Associés
AGCO FINANCE S.N.C.
41 Avenue Blaise Pascal
60000 BEAUVAIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société AGCO FINANCE S.N.C. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur les principes comptables appliqués et les estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

Principes comptables appliqués

Les notes I.C. et I.D. de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux opérations de location simple, location financière et de longue durée.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables présentées ci-dessus et des informations fournies dans les notes annexes et nous sommes assurés de leur correcte application.

Estimations significatives retenues

Votre société constate des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérent à ses activités selon les modalités décrites dans la note I.E. de l'annexe.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification et au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du gérant et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

— il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 16 mai 2018.

Les commissaires aux comptes :

PricewaterhouseCoopers Audit,
Laurent Tavernier,
Associé,

RSM PARIS,
Sébastien Martineau,
Associé.

VI. – Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions réglementées.

Assemblée générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Aux Associés,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale en application des dispositions des articles L. 225-38 à L. 225-43 du code commerce sur renvoi de l'article L. 511-39 du code monétaire et financier.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

En application des dispositions de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Avec la société De Lage Landen Leasing S.A.S., associée de votre société

Convention d'assistance juridique

— Nature et Objet : cette convention, signée le 31 janvier 2012 à effet au 1^{er} juillet 2011, prévoit une assistance du service juridique de De Lage Landen Leasing S.A.S. au profit de votre société, dans les domaines suivants :

- projets spécifiques,
- assistance juridique au service recouvrement,
- veille juridique et réglementaire,
- revue de la documentation contractuelle,
- veille et formation juridique en matière commerciale et
- assistance pour la gouvernance (Assemblée générale ordinaire et extraordinaire, obligations réglementaires à destination de l'ACP).

— Modalités : la rémunération annuelle forfaitaire de De Lage Landen Leasing S.A.S. est fixée forfaitairement à 25 000 euros HT.

La charge enregistrée par AGCO Finance S.N.C. au titre de l'exercice 2017 s'élève à 25 000 euros HT.

Convention d'assistance et de gestion

— Nature et Objet : Au titre de cette convention signée le 30 novembre 1998, De Lage Landen Leasing S.A.S. s'est engagée à assurer des prestations de conseil, d'assistance et de gestion dans le domaine informatique auprès de votre société.

— Modalités : la rémunération annuelle forfaitaire de De Lage Landen Leasing S.A.S. est fixée forfaitairement à 48 000 euros HT.

La charge enregistrée par AGCO Finance S.N.C. en 2017 s'élève à 48 000 euros HT.

Convention d'assistance conformité

- Nature et Objet : En application d'une convention en date du 9 décembre 2016 avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2017, la société De Lage Landen Leasing S.A.S s'est engagée à assister dans le domaine de la conformité la société AGCO Finance S.N.C.
- Modalités : la rémunération annuelle forfaitaire de De Lage Landen Leasing S.A.S. est fixée forfaitairement à 23 300 euros HT.

Les charges enregistrées chez AGCO Finance S.N.C au titre de l'exercice 2017 s'élevant à 23 300 euros HT.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 16 mai 2018.

Les commissaires aux comptes :

RSM Paris,
Sébastien Martineau,
Associé,

PricewaterhouseCoopers Audit,
Laurent Tavernier,
Associé.

VII. – Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au Tribunal de Commerce de Beauvais.